



**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société Suez RV Osis Sud-Est exploitant une installation de traitement et regroupement de déchets liquides dangereux à Toulouse**

12-52

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'article L.541-7-2 1er alinéa du code de l'environnement qui interdit les mélanges de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 autorisant la société SRA SAVAC à exploiter une installation de traitement et regroupement de déchets liquides dangereux au 8 impasse Didier Daurat à Toulouse, et en particulier son article 5.1.5. deuxième alinéa ;

Vu le courrier du préfet du 2 février 2018 prenant acte du changement de dénomination de la société SRA SAVAC en Suez RV Osis Sud-Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 29 mars 2021 relatif à la visite d'inspection du 25 février 2021 de l'installation susvisée ;

Considérant que lors de sa visite du 25 février 2021 l'inspection des installations classées a constaté que la société Suez RV Osis Sud-Est ne respectait pas la disposition de l'article 5.1.5. de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé :

- Au regard du registre des déchets entrants présenté, l'activité de regroupement de déchets liquides dangereux mélange des déchets dangereux avec des déchets non dangereux. (Exemple constaté : code déchets 08 04 16 provenant de la société MAPEI St-Alban et code déchets 16 10 02 provenant de la société Lauragri mélangés en cuve n°1 avec code déchets 09 01 01\* provenant de la société Chabrilac.) ;
- Au regard des fiches d'identification de déchets présentées, l'activité de regroupement de déchets liquides dangereux mélange des déchets dangereux de catégories différentes. (Exemples constatés de déchets de catégories différentes regroupés en cuve n°3 :
  - mélange « eau + solvants » provenant de la société Safety Kleen avec les propriétés de danger « nocif » et « irritant » ;
  - mélange « alcool, toluène, huile, formol » provenant de la société Medipath avec les propriétés de danger « inflammable » et « nocif ».)

Considérant que ces constats constituent des manquements à l'article L.541-7-2 1er alinéa du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 5.1.5. deuxième alinéa de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société Suez RV Osis Sud-Est de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société Suez RV Osis Sud-Est le 1<sup>er</sup> avril 2021 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société Suez RV Osis Sud-Est n'a pas adressé d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1er – La société Suez RV Osis Sud-Est, exploitant une installation de traitement et de regroupement de déchets liquides dangereux, impasse Didier Daurat à Toulouse, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 5.1.5. deuxième alinéa de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé qui dispose « *Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.* »

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Suez RV Osis Sud-Est.

Fait à Toulouse, le 05 MAI 2021

Four le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Denis OLAGNON